

**CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DES ALPES MARITIMES**

48, Avenue Roi Robert Comte de Provence  
06180 NICE CEDEX 2

# **MARCHE DE MAÎTRISE D'ŒUVRE**

**Marché à procédure adaptée**

**Maîtrise d'œuvre pour le remplacement des  
ascenseurs**

**9999 – 2025**

## ***RÈGLEMENT DE CONSULTATION***

**Date limite de remise des offres :  
Mardi 7 Octobre 2025 à 12h00**

## Sommaire

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE.....	3
ARTICLE 2 – DUREE DU MARCHE.....	3
ARTICLE 3 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	3
3.1 – Etendue et mode de la consultation.....	3
3.2 – Variantes.....	4
3.3 – Mode de règlement du marché.....	4
3.4 – Composition et modification du dossier de consultation.....	4
3.5 – Délai de validité des offres.....	4
ARTICLE 4 – PRESENTATION DES OFFRES.....	4
ARTICLE 5 – MODALITE DE TRANSMISSION DES OFFRES.....	7
<b>5.1 – Le candidat remet son offre exclusivement par la voie dématérialisée.....</b>	<b>7</b>
<b>5.2 – La signature des documents.....</b>	<b>7</b>
<b>5.3 – Copie de sauvegarde.....</b>	<b>8</b>
<b>5.4 – Date limite de réception des offres.....</b>	<b>9</b>
ARTICLE 6 – EXAMEN ET CRITÈRES DE JUGEMENT DES OFFRES.....	9
ARTICLE 7 – NEGOCIATION.....	10
ARTICLE 8 – DETERMINATION DU PRIX.....	10
ARTICLE 9 – INSTANCES ET VOIES DE RECOURS.....	11
ARTICLE 10 – VISITES DU SITE ET RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....	11

## **ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE**

Le présent marché a pour objet la maîtrise d'œuvre pour les travaux de remplacement de 10 ascenseurs du siège de la CPAM des Alpes-Maritimes et des 2 ascenseurs du site Pertinax.

- **SIEGE DE LA CPAM – SITE DE NICE PESSICART** : 48 Avenue du Roi Robert Comte de Provence, 06180 Nice
- **ESPACE SANTE SOCIAL** : 7 rue Pertinax, 06000 Nice

Conformément au décret n°93-1268 du 29 novembre 1993 et à l'arrêté du 21 décembre 1993 la mission est constituée des éléments suivants :

APS	Avant-projet sommaire
APD	Avant-projet définitif
PRO	Etudes de projet
ACT	Assistance à la passation des contrats de travaux
VISA	Visa des études d'exécution
DET	Direction des études techniques
AOR	Assistance aux opérations de réception
OPC	Ordonnancement et pilotage du chantier

Le démarrage estimatif des études est fixé à janvier 2026.

Le budget prévisionnel de l'opération de remplacement des ascenseurs s'établit à 900 000 € HT.

## **ARTICLE 2 – DUREE DU MARCHE**

La date d'effet du marché est celle de la notification au titulaire, à savoir la date de réception du marché par le titulaire.

Le marché s'achève au terme de la garantie de parfait achèvement.

Le délai global d'exécution des travaux est estimé à 9 mois entre l'ordre de service de démarrage des travaux (voir ligne 47 du planning prévisionnel à l'annexe 1 du CCAP) et la réception des travaux (voir ligne 56 du planning prévisionnel à l'annexe 1 du CCAP).

Ce marché ne fait pas l'objet de reconduction.

## **ARTICLE 3 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

### ***3.1 – Etendue et mode de la consultation***

La présente mise en concurrence est soumise aux dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant règlement sur les marchés des Organismes de Sécurité Sociale et sauf prescriptions particulières de cet arrêté, aux dispositions législatives et réglementaires relatives aux conditions de passation et d'exécution des marchés publics (Code de la Commande Publique).

Le marché a été passé sous la forme d'un marché à procédure adaptée dans les conditions reprises à l'article R.2123-1 du Code de la Commande Publique.

## **MOE – Règlement de Consultation**

Conformément à l'article L2113-11 du Code de la Commande Publique, la présente consultation n'est pas allotie car la dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations.

L'équipe de maîtrise d'œuvre devra démontrer qu'elle comporte et maîtrise les compétences nécessaires à cette opération. L'équipe doit donc impérativement intégrer les compétences suivantes :

- Ascenseur (OPQBI code 1705)
- Fondation et structure
- Electricité CFO CFA
- Désamiantage (selon résultat du RAAT)

La publicité du marché a été assurée par un avis d'appel public à la concurrence inséré dans le Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics (B.O.A.M.P.), ainsi que sur le profil acheteur de l'Organisme <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

### **3.2 – Variantes**

Les variantes ne sont pas admises.

### **3.3 – Mode de règlement du marché**

Le paiement est effectué par virement bancaire. Le règlement s'effectue conformément aux articles L.2191-3 à L.2191-31 du Code de la Commande Publique et dans les conditions prévues au CCAP.

### **3.4 – Composition et modification du dossier de consultation**

Le dossier de consultation comporte les documents suivants :

- Le présent Règlement de Consultation (RC) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes ;
- Le modèle d'acte d'engagement ;
- Le modèle de cadre de mémoire technique ;
- Le programme technique des travaux ;
- L'inventaire technique du parc ascenseurs ;
- Les rapports de Repérage Amiante Avant Travaux (RAAT) ;
- L'attestation de visite.

L'Organisme se réserve le droit d'apporter, au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

### **3.5 – Délai de validité des offres**

La durée de validité des offres est de 6 mois à compter de la date limite de dépôt des offres.

## **ARTICLE 4 – PRESENTATION DES OFFRES**

Tous les documents constituant ou accompagnant l'offre doivent être rédigés en français ou traduits en français par un traducteur expert près des tribunaux s'ils émanent d'une autorité étrangère.

## **MOE – Règlement de Consultation**

L'unité monétaire est l'EURO.

Le pli contient les justifications quant aux qualités et capacités du candidat ainsi que l'offre.

*Les candidatures seront examinées au vu de l'ensemble des pièces concernant la situation des candidats, et les renseignements nécessaires pour l'évaluation des capacités professionnelles, techniques, économiques et financières à remplir par le candidat.*

Le candidat devra produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

### Présentation des candidatures :

- ♦ **Le Document Unique de Marché Européen au format électronique (e-DUME)** (en remplacement du DC1 et DC2) est un formulaire standard de l'Union Européenne pré-rempli sur la base du numéro SIRET du candidat. Il peut être dûment complété et daté. Il permet de :
  - bénéficier d'une reprise des données légales du candidat (raison sociale, numéro de TVA intracommunautaire, adresse, mandataires sociaux), ainsi que des données concernant la taille du candidat et son chiffre d'affaires global,
  - d'attester du respect de ses obligations sociales et fiscales grâce à une requête automatisée auprès des administrations concernées (DGFIP, ACOSS),
  - d'attester de sa souscription aux assurances appropriées et de l'inscription aux registres du commerce de l'Etat dans lequel il est établi.
  - récupérer automatiquement les attestations à fournir par le candidat lors de la signature du marché s'il en est désigné attributaire.
  - Sa réutilisation sur des procédures de consultation ultérieures.

La transmission du e-DUME ne dispense pas les candidats de fournir l'ensemble des certificats, capacités, agréments, qualifications, attestations qui seraient demandés au stade de la candidature.

- ♦ **En annexe**, le candidat fournit les documents / renseignements suivants **conformément aux articles R.2143-5 à R. 2143-15 du Code de la Commande publique** :
  - les effectifs moyens annuels du candidat au cours des 3 dernières années,
  - le chiffre d'affaire global et le chiffre d'affaire concernant les prestations objet du marché réalisé au cours des 3 dernières années,
  - les moyens matériels et techniques dont le candidat dispose pour la réalisation de ces prestations,
  - la liste des principales prestations réalisées au cours des 3 dernières années avec indication du montant, de la date, du destinataire (avec attestation du destinataire si possible),
  - les certificats de qualifications professionnelles (NB : la preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat),
  - l'attestation d'assurance professionnelle,
  - l'attestation d'assurance décennale.
- ♦ Si le candidat est en redressement judiciaire, **copie du (des) jugement(s)** prononcé(s)

<b>REMARQUE :</b> Le <u>candidat retenu</u> devra fournir les éléments suivants, à savoir :	
♦	Attestations et certifications délivrées par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales
♦	<p><b>Si le titulaire est établi en France</b>, il fournira en outre les pièces prévues à l'article D.8222-5 du Code du Travail <u>lors de la conclusion du contrat puis tous les 6 mois</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations sociales datant de moins de 6 mois</li> <li>- Attestation sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires</li> <li>- Attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L.1221-10, L.3243-2 et R.3243-1 du Code du Travail (NOTI1)</li> </ul>
♦	<p><b>Si le titulaire est établi à l'étranger</b>, il fournira en outre les pièces prévues à l'article D.8222-7 du Code du Travail <u>lors de la conclusion du contrat puis tous les 6 mois</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Document mentionnant son numéro individuel d'identification attribué en application de l'article 286 ter du CGI</li> <li>- Document attestant de la régularité de la situation sociale au regard du règlement CEE n°1408/71 du 14 juin 1971</li> <li>- Document émanant des autorités tenant le registre professionnel certifiant son inscription</li> <li>- Attestation sur l'honneur certifiant de la fourniture aux salariés de bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R.3243-1 du Code du travail.</li> </ul>

Conformément à l'article L. 2143-13 du Code de la Commande Publique : les soumissionnaires ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Présentation des offres :

- **L'Acte d'Engagement (AE) dûment complété, par le représentant de l'entreprise habilité pour signer le marché.**
- **Un mémoire justificatif** des dispositions que le maître d'œuvre se propose d'adopter pour l'exécution de la prestation sans pour autant modifier la teneur des documents contractuels. Ce document comprendra toutes justifications et observations de l'entrepreneur.

En particulier, les points suivants seront développés :

- ❖ Compétences de l'équipe dédiée à l'exécution des prestations objet du marché, BET avec compétences spécifiques listées à l'article 3.1 du présent RC, accompagnées des qualifications ou titres de formation et curriculum vitae. Une compétence OPC est également requise.
- ❖ Liste des principales missions de même nature effectuées au cours des 3 dernières années - accompagnée, le cas échéant, des attestations de bonne exécution - avec

précision du montant, de la date et du destinataire (l'Organisme se réserve la possibilité de contacter les entreprises/établissements cités en référence pour contrôler la véracité des renseignements communiqués par le soumissionnaire et de vérifier que les prestations citées en références ont été exécutées dans de bonnes conditions) ;

- ❖ Proposition de méthodologie décrivant l'approche technique pour mener à bien la mission et prenant en compte sa spécificité, les moyens de protection des ouvrages existants, la continuité des activités, le suivi du nettoyage des chantiers, les moyens mis en œuvre pour limiter les interactions du personnel avec la zone de travaux (notamment les accès aux locaux), la présence aux réunions hebdomadaires de chantier, la réalisation des visites hebdomadaires inopinées en dehors des réunions de chantier, le repérage amiante avant travaux...
- ❖ Prise en compte des enjeux environnementaux : gestion des déchets du chantier, recyclage des pièces ascenseurs, solutions pour économiser des énergies...

➤ **Attestation de visite.**

➤ **Toutes justifications jugées nécessaires pour expliciter l'offre.**

En cas de discordance entre les différentes indications du forfait provisoire de rémunération figurant dans l'offre d'un candidat, le forfait de rémunération figurant en lettres à l'article 3 de l'acte d'engagement (AE), prévaudra sur toutes les autres indications. En cas de discordance entre la décomposition du forfait provisoire de rémunération et le montant HT annoncé par le candidat, ou en cas d'anomalies, d'erreurs ou d'omissions internes à la décomposition du forfait provisoire de rémunération, le maître d'œuvre sera invité à rectifier ou à compléter cette décomposition pour le mettre en harmonie avec le forfait provisoire de rémunération proposé dans l'acte d'engagement. En cas de non-acceptation des redressements demandés par le maître d'ouvrage, son offre sera éliminée.

## **ARTICLE 5 – MODALITE DE TRANSMISSION DES OFFRES**

### ***5.1 – Le candidat remet son offre exclusivement par la voie dématérialisée***

Le dossier contenant l'offre et éventuellement la candidature est à transmettre **exclusivement par voie dématérialisée** sur la plate-forme <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Les formats autorisés pour des documents électroniques transmis sont les suivants : .doc, .pdf ;.xls, .pps.

Dans le cas où le format utilisé par les candidats n'est pas celui référencé ci-dessus, concernant notamment l'envoi de plans d'ensemble et de détails, les candidats devront indiquer avec précision, à l'Organisme, le site où il pourra se procurer la visionneuse lui permettant de lire les documents qui lui ont été transmis par la voie dématérialisée.

Aucun envoi par télécopie, courrier ou courriel ne sera accepté.

### ***5.2 – La signature des documents***

Les candidats qui signent leur offre dès le dépôt, au moyen d'un certificat de signature électronique, devront respecter les exigences ci-dessous :

## **MOE – Règlement de Consultation**

- La personne signataire habilitée à engager l'entreprise devra être titulaire d'un certificat de signature électronique. Le certificat de signature doit être conforme au Règlement européen « eIDAS » n°910/2014 du 23 juillet 2014 et à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique ;
- Les frais d'acquisition du certificat de signature sont à la charge des candidats, tout comme les frais d'accès au réseau ;
- La signature doit être une signature électronique « avancée » reposant sur un certificat qualifié ;
- L'attention des sociétés est attirée sur les délais nécessaires à l'obtention d'un certificat (de 15 jours à un mois au minimum) et de la nécessité d'anticiper cette acquisition. Pour obtenir des certificats de signature électronique conformes, les candidats sont invités à contacter les prestataires de service de confiance qualifiés à les délivrer ;
- Le certificat doit être valide à la date de la signature du document et être établi au nom d'une personne physique autorisée à signer le présent marché ;
- Le candidat permet la vérification de la signature électronique en transmettant les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document et ce, gratuitement ;
- Les formats de signature de référence acceptés sont PAdES, CAdES et XAdES.

Le dépôt des offres dématérialisées sur la plateforme doit s'anticiper car cette opération, selon le poids des fichiers, peut prendre plusieurs dizaines de minutes. Il est rappelé aux soumissionnaires que le pli est réputé accepté lorsque le téléchargement sur la plateforme PLACE est terminé dans le délai de remise des offres et qu'il est réputé non recevable lorsque la fin du téléchargement dépasse ce délai.

Les pièces constituant l'offre et la candidature du soumissionnaire doivent être signés individuellement et électroniquement. Ainsi, l'ensemble des fichiers contenus dans un dossier « zip » doit être signé électroniquement et non le dossier.

La signature manuscrite scannée de document n'a pas de valeur d'original signé : elle ne remplace donc pas la signature électronique.

La signature des documents n'est pas obligatoire au dépôt de l'offre.

Seul le candidat retenu, attributaire du présent marché et représenté par une personne habilitée à engager la société, sera tenu de signer les documents de préférence de manière électronique.

### **5.3 – Copie de sauvegarde**

Pour pallier les éventuelles défaillances de transmission ou la présence d'un programme informatique malveillant dans l'enveloppe transmise par voie électronique, les candidats sont autorisés à effectuer à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique (CD ou DVD-rom, clé USB), ou sur support papier. La copie de sauvegarde doit être envoyée sous pli scellé avec la mention « Copie de sauvegarde » dans les délais impartis pour la remise des plis.

Il est précisé aux candidats que cette copie de sauvegarde, si elle est transmise dans les conditions précitées, n'est ouverte en lieu et place du pli contenant la candidature et l'offre transmis par voie



électronique, que lorsque celui-ci ne peut être ouvert ou contient un programme informatique malveillant.

Les plis contenant la copie de sauvegarde que le pouvoir adjudicateur n'aura pas eu besoin d'ouvrir, seront détruits.

Dans le cas où aucune copie de sauvegarde n'aura été transmise et en présence d'un programme informatique malveillant détecté dans un document électronique relatif à la candidature et/ou à l'offre, la candidature ou l'offre contenue dans le document électronique concerné sera alors considérée comme irrecevable en raison du caractère techniquement inexploitable.

Attention : les candidats devront préalablement veiller à ce que le fichier constitutif des plis comportant leur candidature et leur offre ne contienne pas de virus (contrôle anti-virus à jour).

La copie de sauvegarde devra être envoyée à l'adresse suivante :

**CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DES ALPES-MARITIMES  
SERVICE ACHATS ET STRATEGIE IMMOBILIERE  
48, Avenue Roi Robert Comte de Provence  
06180 NICE CEDEX 2**

Avec la mention :

Nom de l'entreprise : ...

" Copie de sauvegarde"

MARCHE DE MAÎTRISE D'ŒUVRE POUR LE REMPLACEMENT DES ASCENSEURS  
9999 – 2025

#### ***5.4 – Date limite de réception des offres***

**LA DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES EST FIXEE AU :**

**MARDI 7 OCTOBRE 2025 A 12H00**

#### **ARTICLE 6 – EXAMEN ET CRITÈRES DE JUGEMENT DES OFFRES**

Le choix de l'entreprise sera effectué en tenant compte uniquement des offres remises par les candidats avant les date et heure limites fixées.

La commission d'examen des marchés examine ensuite les offres des candidats admis et élimine les offres non conformes à l'objet du marché.

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues dans aux articles L2152-7 et L2152-8 du Code de la Commande Publique : **Offre économiquement la plus avantageuse.**

Seront pris en compte les critères suivants :

##### **Critère n°1 – 40% : Prix**

La note maximale de 10 points sera attribuée à l'entreprise la moins disante, les autres sont notées en appliquant la formule suivante :

Note du prix = 10 x (prix de l'offre moins-disante / prix de l'offre).

**Ce critère sera noté sur la base du prix total figurant à l'Acte d'Engagement.**

**Critère n°2 – 60% : Valeur technique de l'offre**

Les points suivants seront pris en compte :

- **La compétence de l'équipe dédiée : 25%**
- **La proposition de méthodologie : 25%**
- **Les moyens et la méthodologie en faveur des enjeux environnementaux : 10%**

Le barème de notation sera le suivant :

Valeur technique excellente : 10 points ; très bonne : 9 points ; bon : 7 à 8 points ; moyen : 5 à 6 points ; passable : 3 à 4 points ; insuffisant : 1 à 2 points; nulle : 0 point.

Le pouvoir adjudicateur attribue provisoirement le marché à l'offre la mieux classée sur la liste, le choix devenant définitif lorsque le candidat retenu a justifié de sa régularité sociale et fiscale.

Si le candidat retenu ne satisfait pas, dans les délais, à l'obligation de production des attestations, le marché est attribué par le pouvoir adjudicateur au candidat classé en seconde position sur la liste et ainsi de suite.

**ARTICLE 7 – NEGOCIATION**

Conformément à l'article L.2431-37 du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'organiser une négociation.

Ne seront pas admis à la négociation les candidats dont l'offre aura été écartée comme inappropriée. Une offre inappropriée est une offre sans rapport avec le marché public parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur formulés dans les documents de la consultation.

A l'issue d'une première analyse et d'un premier classement des offres, les critères de présélection étant les mêmes que ceux retenus pour le choix final, une négociation sera menée avec les trois candidats ayant remis les meilleures offres.

Elle pourra porter sur l'ensemble des éléments de l'offre, dont le prix et sera réalisée par échanges écrits. Un rapport de négociation consignera l'ensemble de ces échanges avec les candidats. Après négociation, les candidats concernés seront invités à remettre leur offre définitive.

**ARTICLE 8 – DETERMINATION DU PRIX**

Le marché est traité à prix global forfaitaire et révisable.

**Dès la consultation du dossier et avant la remise de l'acte d'engagement, le soumissionnaire prendra soin de signaler par écrit à l'organisme toute anomalie ou insuffisance qui lui apparaîtrait dans l'exécution prévue.**

En aucun cas, le titulaire ne pourra arguer des imprécisions, des erreurs, des omissions ou des contradictions du dossier de consultation des entreprises pour justifier une demande de supplément.

## **ARTICLE 9 – INSTANCES ET VOIES DE RECOURS**

**Instance chargée des procédures de recours** : pour les Alpes Maritimes il s'agit du T.G.I. de Marseille :

**Tribunal judiciaire de Marseille**  
**6, rue Joseph Autran**  
**13 006 MARSEILLE**  
**☎ 04 91 15 50 50**

Les candidats peuvent, s'ils le souhaitent, exercer les recours suivants :

- Référé pré-contractuel : depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature en cas de manquement à une obligation de publicité et de mise en concurrence (article 1441-1 du Nouveau Code de Procédure Civile)
- Tout intéressé dispose d'un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution du contrat, pour contester un manquement éventuel aux obligations de publicité et de mise en concurrence, dans le cadre d'un référé contractuel (article 11 de l'ordonnance n°2009-515), sauf pour le requérant à avoir saisi le juge du référé précontractuel. Ce délai est prorogé jusqu'à l'échéance d'un délai de 6 mois à compter de la conclusion du contrat en l'absence de publication de l'avis d'attribution susmentionné.

## **ARTICLE 10 – VISITES DU SITE**

Les visites des sites sont obligatoires pour répondre au présent marché.

Les visites des sites se font à l'une des dates suivantes :

- le lundi 15 septembre 2025
- le mercredi 17 septembre 2025
- le lundi 22 septembre 2025
- le mercredi 24 septembre 2025

Les candidats doivent obligatoirement prendre rendez-vous au moins une semaine avant l'un des créneaux ci-dessus.

Les soumissionnaires doivent obligatoirement prendre rendez-vous, par courriel, en s'adressant au Service Achats et Stratégie Immobilière de la CPAM pour effectuer les visites : [marches.cpam-alpes-maritimes@assurance-maladie.fr](mailto:marches.cpam-alpes-maritimes@assurance-maladie.fr)

Ainsi, les offres sans attestation de visites signées par les deux parties seront rejetées par la CPAM.

Par exception, si un soumissionnaire dispose déjà d'une connaissance approfondie des sites et de ses contraintes, il peut être dispensé de cette visite obligatoire sans que son offre soit considérée comme irrégulière. Le soumissionnaire devra faire directement la demande de dispense des visites, à la CPAM, avant le 17/09/25, en transmettant une attestation signée qui expose ses motifs à l'adresse suivante : [marches.cpam-alpes-maritimes@assurance-maladie.fr](mailto:marches.cpam-alpes-maritimes@assurance-maladie.fr)

La CPAM décidera ensuite si la demande du soumissionnaire est valable ou non.

Les questions posées à la suite de ces visites de sites devront être obligatoirement formulées sur <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

**ARTICLE 11 – RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**

Les soumissionnaires peuvent demander des renseignements complémentaires, au pouvoir adjudicateur, par écrit sur le profil acheteur PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Les soumissionnaires peuvent demander des renseignements complémentaires au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres.

Ainsi, toute demande de renseignement complémentaire sera considérée comme irrecevable dès lors qu'elle sera formulée verbalement ou réceptionnée dans le délai de 6 jours que doit respecter le pouvoir adjudicateur pour transmettre ces renseignements complémentaires.

Afin de respecter l'égalité des candidats devant l'accès à l'information, toute demande de renseignement recevable formulée par un candidat, sous réserve que cette demande ne contienne pas d'informations qui relèveraient du secret industriel et commercial ou de la vie privée, ainsi que la réponse qui lui est transmise le sera aussi auprès des autres candidats. Les candidats qui choisiront de s'identifier en accédant au profil acheteur seront automatiquement alertés en cas de modifications ou de précisions apportées à la consultation par le pouvoir adjudicateur.